



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des Nations Unies
pour la population**

Distr. générale
9 avril 2009
Français
Original : anglais

Session annuelle de 2009

26 mai-5 juin 2009, New York

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

Programmes de pays et questions connexes

**Projet de programme de pays pour l'Afghanistan
(2010-2013)**

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Analyse de la situation	2
II. Coopération passée et enseignements tirés	3
III. Programme proposé.	4
IV. Gestion, suivi et évaluation du programme.	6
Annexe	
Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour l'Afghanistan (2010-2013)	8



I. Analyse de la situation

1. Le projet de programme de pays du PNUD pour l'Afghanistan pour 2010-2013 est conçu pour faire avancer et pour approfondir les progrès réalisés lors du cycle précédent en termes de promotion de la stabilisation, du renforcement de l'État et de la gouvernance, et en termes de renforcement des institutions démocratiques dans le pays. Elle a été formulée en consultation avec le Gouvernement et les partenaires au développement et reflète les priorités nationales de développement articulées dans la stratégie nationale de développement de l'Afghanistan ainsi que les priorités du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD), et tient compte du fait que le PNUD agit sous le mandat général de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA).

2. L'Afghanistan avait progressé depuis décembre 2001 après une génération de conflits qui avait laissé le pays dévasté, mais un regain récent de violence a stoppé le progrès et provoqué un retour en arrière dans certains secteurs. Tandis que le produit intérieur brut a progressé avec régularité, pour atteindre 12 850 millions de dollars des États-Unis en 2008, le taux d'inflation de 24 % constitue un fardeau de plus en plus lourd pour les pauvres. L'insécurité croissante et le retour de la violence affectent la prestation de services, l'accessibilité, le développement du secteur privé et l'emploi, et poussent la population à se déplacer. Les éléments antigouvernementaux, combinés aux conflits entre factions, tribaux et communautaires entretiennent tous l'instabilité. La faiblesse de l'État de droit, la corruption, le trafic de drogues et l'incapacité à protéger la population civile, et leurs droits humains fondamentaux, dans de nombreuses régions restent une source importante d'inquiétude. Ce sont les pauvres et les personnes vulnérables, en particulier les femmes, qui tendent à être les plus touchés. Avec un taux d'alphabétisation des femmes d'à peine 14 %, les Afghanes font face à des défis immenses. La violence sexiste est très forte et l'accès à la justice comme les moyens d'existence sont fortement limités pour les femmes. Parallèlement, l'espace humanitaire est réduit, plus de 30 % du territoire étant inaccessible à l'ONU, aux partenaires de réalisation et même aux prestataires de services gouvernementaux. L'aide humanitaire est de plus en plus réglée par des acteurs militaires, ce qui suscite la confusion dans les esprits de la population.

3. L'indicateur de développement humain pour l'Afghanistan n'est pas disponible, mais d'autres indicateurs dépeignent l'ampleur du défi : une espérance de vie de 42,9 ans (chiffres de 2005). Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans – 191 pour 1 000 naissances vivantes – témoigne d'une amélioration modeste, tout comme le taux de mortalité infantile, descendu à 129 pour 1 000 naissances vivantes, mais comptent tous deux parmi les plus élevés au monde. Alors que le taux d'alphabétisation des adultes est de 28 % – un des plus faibles au monde – les pourcentages d'élèves effectuant complètement le cycle primaire s'améliorent progressivement (de 25 à 38 % depuis 2005). L'amélioration la plus significative a été constatée au niveau du taux de mortalité maternelle, qui a diminué de moitié, passant d'un chiffre ahurissant de 1 600 pour 100 000 naissances à 800 pour 100 000 sur ces dernières années. Pour les objectifs critiques du Millénaire pour le développement, tels que la pauvreté extrême et la faim, la tendance est à la régression : 42 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, contre 33 % en 2005. Les plus pauvres constituent aujourd'hui 10,5 % de la population, contre 9,3 % en 2005, et 39 % de la population vit sous le seuil énergétique et nutritionnel minimum, contre 30 % en 2005. En dépit des efforts consentis par la communauté internationale

et de l'ampleur des ressources investies, le développement humain s'améliore uniquement dans les indicateurs de la santé et de l'enseignement.

4. Les bases pour une nouvelle démocratie viable et durable ont été jetées et une nouvelle constitution adoptée. Des élections présidentielles, législatives et provinciales ont été organisées avec succès en 2004-2005 et le prochain cycle d'élections présidentielles et provinciales se tiendra en août 2009. L'administration et les services publics ont été progressivement rétablis, en particulier en matière de santé, d'enseignement et de développement rural. Les forces de sécurité nationales jouent un rôle de plus en plus important dans l'effort de stabilisation. Le Parlement fonctionne, le cycle budgétaire national est respecté et des recettes de niveau modeste sont générées pour le trésor public. Au niveau infranational, tandis que des systèmes de gouvernance provinciaux émergent lentement, la portée des programmes nationaux est limitée.

5. Le secteur privé et la société civile sont fragiles, bien que la croissance économique soit stable. En 2008, 89 % du budget national total a été financé à partir de ressources extérieures. Tandis que le budget pour le développement est encore entièrement financé par des donateurs internationaux, seulement 40 % du budget de fonctionnement est mobilisé localement. Cela souligne la nécessité pour la communauté internationale de continuer à soutenir l'Afghanistan. La communauté internationale, de plus en plus coordonnée par les Nations Unies, constitue un appui important pour la population afghane dans cette transition.

6. Des défis significatifs subsistent. De manière générale, l'analyse montre que les défis en termes de sécurité, de gouvernance et de développement humain sont inextricablement liés, et que des investissements sur le long terme ciblant les plus pauvres seront nécessaires pour s'assurer que le développement humain du pays aille dans le bon sens. La stratégie nationale de développement de l'Afghanistan a été formulée et adoptée. Elle projette «une vision d'un Afghanistan pacifique, stable et prospère, fondé sur les principes de l'islam, définissant les priorités du Gouvernement en termes de sécurité, de gouvernance, de développement et de questions humanitaires». Le Gouvernement, en consultation avec la communauté internationale, a développé un plan stratégique pour sa mise en œuvre et progresse.

II. Coopération passée et enseignements tirés

7. Depuis début 2002, le programme du PNUD en Afghanistan appuie la stabilisation, le renforcement de l'État, la gouvernance et le développement, ayant déboursé jusqu'à présent 1,5 milliard de dollars des États-Unis dans la région. Le soutien du PNUD, en partenariat avec le Gouvernement, le système des Nations Unies, la communauté des donateurs et d'autres acteurs dans le domaine du développement, a contribué à la convocation d'une Loya Jirga d'urgence; à l'adoption de la Constitution; à la tenue d'élections présidentielles, législatives et provinciales; au développement institutionnel par le renforcement des capacités des pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif de l'État, de ministères clés et d'agences et commissions gouvernementales aux niveaux national et infranational. Le PNUD a joué un rôle essentiel dans la gestion du Fonds d'affectation spéciale pour l'ordre public, qui aide le Gouvernement pour le développement et le maintien d'une force de police nationale, et dans ses efforts pour stabiliser le climat sécuritaire interne. À l'instar de nombreux autres programmes stratégiques du PNUD en Afghanistan, le Fonds a bénéficié, et bénéficie toujours, du soutien très actif de donateurs.

Des programmes majeurs de démobilisation, de désarmement et réhabilitation, des programmes locaux relatifs aux moyens de subsistance et à la reconstruction ont été mis en place dans tout le pays. Le PNUD a également appuyé la formulation de la première stratégie nationale de développement de l'Afghanistan basée sur les objectifs du Millénaire pour le développement, et le Gouvernement est en train d'institutionnaliser et de promouvoir sa mise en œuvre.

8. Le nouveau programme de pays se fonde sur les enseignements tirés de l'évaluation des résultats des activités de développement pour la période 2002-2007, récemment effectuée par le Bureau de l'évaluation du PNUD. L'évaluation a indiqué que le PNUD devait renforcer sa cohérence et produire des programmes plus importants dans la prochaine phase de l'aide, en s'engageant dans la nouvelle orientation adoptée en 2005. Elle a recommandé que le PNUD adopte une présence plus directe en dehors de Kaboul pour accroître la portée de ses programmes envers les Afghans ordinaires. Si cela doit être mis en balance avec des questions de sécurité, il s'agit d'un objectif essentiel dans ce nouveau programme de pays, étant donné que l'accent mis sur la sécurisation des provinces dans le dernier cycle a miné le développement pour de grandes tranches de la population. Le PNUD a beaucoup investi dans le développement institutionnel central; toutefois, l'impact positif sur la vie des Afghans a été limité, et il faut redoubler d'efforts pour améliorer les relations entre l'État et la société ainsi que la confiance. Pour renforcer la responsabilité, l'évaluation a recommandé une meilleure communication des résultats des activités de développement des interventions du PNUD et une meilleure intégration des programmes du PNUD, ainsi qu'une coordination avec la MANUA et le système des Nations Unies dans son ensemble. Elle a noté que la pratique des donateurs consistant à payer les salaires et suppléments gouvernementaux et à créer des unités de mise en œuvre financées par des sources externes affectait la durabilité.

9. Le nouveau programme de pays tient compte de ces enseignements et recommandations et va poursuivre sur les fondations posées lors du dernier cycle. Il se concentrera sur la création d'institutions et soutiendra les efforts permanents consentis pour accroître systématiquement les capacités au sein du Gouvernement et de la société civile et pour approfondir le fonctionnement d'une gouvernance démocratique transparente et devant rendre des comptes. L'accent sera de plus en plus placé sur la gouvernance infranationale, sur la mise en place d'un secteur privé favorable aux pauvres et sur des programmes de développement des moyens de subsistance orientés vers les groupes les plus vulnérables.

III. Programme proposé

10. Le programme proposé s'aligne sur les priorités du PNUAD, qui sont : a) favoriser la bonne gouvernance, la paix et la stabilité; b) promouvoir les moyens de subsistance durables, en se concentrant sur l'agriculture, le développement rural, la sécurité alimentaire et la génération de revenus; c) fournir les services sociaux de base – l'éducation et la santé. Le programme se concentre sur les deux premières priorités du PNUAD. Le PNUD contribuera à la campagne pour la stabilisation infranationale, la gouvernance et le développement par le soutien au Gouvernement, et apportera une forte impulsion à l'approche intégrée de la MANUA. Le PNUD propose de renforcer la présence infranationale pour améliorer la coordination entre ses programmes, mettre en place un partenariat plus fort avec les organisations des

Nations Unies, les homologues gouvernementaux, les donateurs bilatéraux, le secteur privé et les organisations de la société civile, parmi d'autres.

11. En tenant compte de la stratégie nationale de développement de l'Afghanistan, du PNUAD, du plan stratégique du PNUD pour 2008-2011 et des avantages comparatifs du PNUD, quatre domaines programmatiques essentiels ont été identifiés pour le nouveau programme de pays :

a) *Stabilisation et consolidation de la paix.* L'Afghanistan est instable, et les conflits et la violence menacent constamment la sécurité. Les priorités en matière de sécurité et de stabilisation présentées dans la stratégie nationale de développement sont cruciales. Le PNUD va soutenir la réforme des institutions du secteur de la sécurité pour en faire des structures plus efficaces, légitimes et transparentes et apportera son appui pour se diriger vers la mise en place d'un État respectueux des droits et devant rendre des comptes à ses citoyens. La programmation en matière d'État de droit soutiendra le secteur de la justice, et les programmes de désarmement, de réconciliation, de résolution des conflits, de gouvernance et de développement seront mis en œuvre dans le cadre d'une coordination accrue pour accroître leur impact au niveau local. L'accent sera placé sur la résolution des conflits et sur les approches prenant en compte les situations conflictuelles;

b) *Renforcement de la gouvernance démocratique.* Le PNUD travaillera dans plusieurs domaines se renforçant mutuellement pour promouvoir la bonne gouvernance aux niveaux national et infranational, couvrant la formation des dirigeants, la réforme de l'administration, les améliorations de la prestation de services; les mécanismes de responsabilité; l'e-gouvernance et les communications. Un soutien sera apporté aux institutions démocratiques aux niveaux national, provincial, municipal, du district et du village; participation citoyenne et partenariats avec le secteur privé; promotion de l'État de droit et de l'égalité des chances. Des efforts seront fournis pour améliorer la capacité de réaction et les performances des institutions nationales et infranationales par rapport aux priorités des populations locales;

c) *Moyens de subsistance, gestion des ressources naturelles et réduction des risques de catastrophe.* Le PNUD continuera de mener des programmes globaux ruraux et urbains relatifs aux moyens de subsistance en appui aux efforts que fournit le Gouvernement pour promouvoir le développement durable et la protection de l'environnement au niveau national. Les programmes approfondiront la gouvernance et les initiatives de développement conduites par les districts, soutenant le Programme global de développement rural et de l'agriculture du Gouvernement. Des initiatives précoces de redressement engageront le public local, le secteur privé et la société civile dans l'électrification rurale et l'énergie renouvelable; et des modalités communautaires de passation de contrat qui maximisent les opportunités d'emploi local et favorisent de meilleures appropriation, productivité et durabilité et des taux plus élevés de retour sur investissements publics. Le programme de pays améliorera la capacité nationale en matière de réduction des risques de catastrophe ainsi que de prévention des crises et d'efforts de relèvement. Le PNUD formulera un cadre de partenariat stratégique à plus long terme par le biais de son Bureau de la prévention des crises et du relèvement, ce qui lui permettra d'être plus efficace et plus cohérent en matière de consolidation de la paix, de relèvement et de gestion des risques de catastrophe;

d) *Politiques nationales de développement pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté.* Dans son soutien à la formulation d'une politique

nationale du Gouvernement, le PNUD continuera d'investir dans le renforcement des capacités pour la formulation d'une politique nationale de développement et son intégration avec le budget national comme un outil pour la politique et la coordination. Il soutiendra les politiques économiques et sociales qui encouragent une croissance durable et équitable, la mise en œuvre et la coordination de la stratégie nationale de développement de l'Afghanistan, et la mise en place d'une plateforme de suivi et d'évaluation des résultats nationaux, essentielle pour fournir un rapport précis sur les progrès réalisés par le pays vers la réalisation de ses objectifs du Millénaire pour le développement par le biais de programmes nationaux partout dans le pays. Deux priorités politiques substantielles seront au cœur de la planification du développement humain du soutien du PNUD à cet égard – la promotion et l'égalité des femmes et la promotion des droits de l'homme.

12. Dans les quatre domaines, le PNUD appuiera l'appropriation du programme par le pays, le renforcement des capacités, la formulation des politiques et la coordination, en collaboration avec la MANUA.

13. S'agissant d'une question constante, le PNUD continuera son plaidoyer et son programme de soutien au Gouvernement pour l'accroissement du rôle des Afghanes en matière de consolidation de la paix, de gouvernance et de développement par la mise en œuvre du Plan national d'action pour les femmes, comprenant les droits humains, la participation, l'emploi, l'indépendance et le plaidoyer. Le PNUD prendra fait et cause pour la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité concernant les femmes dans les conflits et intégrera davantage la participation des femmes et l'égalité des sexes dans tous les domaines du programme de pays.

IV. Gestion, suivi et évaluation du programme

14. Un conseil du programme sera mis en place pour sanctionner et suivre les progrès du programme de pays en utilisant les informations fournies par le conseil chargé des réalisations et le conseil de gestion du projet. Pour améliorer la gestion basée sur les résultats, le PNUD appuiera des systèmes nationaux de suivi et d'évaluation pertinents pour la réduction de la pauvreté et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement avec des données désagrégées par sexe et par district, en soutien du profil de pauvreté national. Un plan d'évaluation pour la période du programme de pays a été développé.

15. D'un point de vue analytique et politique, le PNUD cherchera à renforcer les capacités du bureau de pays dans les domaines suivants : a) la prévention des conflits et la consolidation de la paix; b) l'analyse économique pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement; c) le renforcement des capacités et le mentorat; d) la participation des femmes et l'égalité des sexes; et e) la coordination des programmes infranationaux du PNUD.

16. Le PNUD organisera des réunions trimestrielles de conseil pour le projet et améliorera la qualité et l'opportunité des rapports, du suivi et de l'évaluation fondés sur les résultats. Pour renforcer la mise en œuvre, des centres de performances des affaires ont été créés au sein des programmes nationaux centraux pour apporter un soutien opérationnel plus fort. Des mémorandums d'accord internes ont été conçus pour établir des normes de prestation de services pour les services opérationnels

centraux. La surveillance de l'assurance qualité, la gestion des risques, les contrôles d'audit standard et le cadre de responsabilisation du PNUD sont bien en place.

17. La mise en œuvre directe sera la modalité principale pour le programme du PNUD en Afghanistan, bien que sur la durée de vie du programme de pays, on recherchera activement une transition graduelle vers la modalité de mise en œuvre nationale lorsque les capacités du pays seront avérées. L'approche harmonisée à l'égard des transferts de fonds sera adoptée par les agences du Comité exécutif. Par le biais du système des coordonnateurs résidents des Nations Unies, de l'équipe de pays des Nations Unies et de la MANUA, le PNUD appuiera le Gouvernement par une collecte et une analyse communes des données, une programmation commune et un suivi et une évaluation communs.

18. Des partenariats seront approfondis avec les donateurs bilatéraux et multilatéraux partageant l'aspiration mutuelle d'une approche de développement sur le long terme appropriée et conduite par le pays cherchant à investir dans la mise en place d'institutions nationales durables.

19. Le programme de pays sera de l'ordre de 1,1 milliard de dollars des États-Unis, dont 99 millions seront des ressources ordinaires et le reste d'autres ressources, y compris la mobilisation de ressources.

Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour l'Afghanistan (2010-2013)

Priorité nationale 1. Sécurité : stabiliser l'ensemble du pays, renforcer l'application de la loi et améliorer la sécurité personnelle pour chaque Afghan

Réalisation du PNUAD. Domaine prioritaire : bonne gouvernance, paix et stabilité

1. Le processus de stabilisation est renforcé par le soutien intégré efficace des Nations Unies au Gouvernement et aux communautés

3. Les institutions de gouvernance démocratique sont des composants intégrés de l'État nation

OMD pertinents. OMD 9 pour l'AFG : améliorer la sécurité; OMD 3 : promouvoir l'égalité des sexes et la participation des femmes

<i>Composante 1 du programme</i>	<i>Réalisation du Programme de pays, y compris indicateurs, points de référence et objectifs</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs, points de référence et objectifs</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Montant indicatif des ressources (millions de dollars É.-U.)</i>
Stabilisation et consolidation de la paix	<p>1. Capacité accrue dans les institutions étatiques et non étatiques pour contribuer à la stabilisation générale et à la consolidation de la paix</p> <p><i>Indicateur</i> : Accès accru aux provinces/districts pour des interventions de développement, en particulier dans les provinces non sécurisées. <i>Point de référence</i> : Faible accessibilité dans les provinces/districts vulnérables. <i>Objectif</i> : Réduction de 30 % du nombre de districts inaccessibles (par rapport au nombre actuel de districts inaccessibles)</p> <p><i>Indicateur</i> : Perception des communautés par rapport à la sécurité accrue. <i>Point de référence</i> : Résultats de l'enquête de 2009 (1387) (MANUA/Omnibus) sur la perception des gens sur l'insécurité au niveau provincial et des districts. <i>Objectif</i> : Augmentation de 20 % par rapport au point de référence de la perception positive de la sécurité dans les provinces/districts</p>	<p>1.1 Le Gouvernement et les institutions étatiques sont mieux équipés pour maintenir l'État de droit.</p> <p>1.2 Les acteurs étatiques et non étatiques projettent un rôle toujours plus actif dans la promotion de la consolidation de la paix et de la réconciliation.</p>	<p>1.1.1 Niveaux de confiance de la population dans la police nationale afghane</p> <p><i>Point de référence</i> : 89 % et 82 % (enquête de 2008)</p> <p><i>Objectif</i> : augmentation de 3 %</p> <p>1.1.2 Enquête de la MANUA sur l'accessibilité des districts par l'administration</p> <p>1.1.3 Chiffres du DSS sur les incidents touchant à la sécurité</p> <p>1.1.4 Nombre et pourcentage de femmes dans la police nationale afghane (PNA)</p> <p>1.2.1 Nombre de groupes armés illégaux démobilisés et réintégrés</p> <p><i>Objectif</i> :</p> <p>1.2.2 Pourcentage de femmes qui participent</p> <p>1.2.3 Nombre de districts accessibles selon la carte de l'accès du PNUD</p> <p>1.2.4 Nombre de districts arrivés à la réconciliation</p>	<p>Ministère de l'intérieur (MI), Ministère de la défense, Direction nationale de la sécurité, Commission du désarmement et de la réintégration, Ministère du travail et des affaires sociales, Ministère des questions relatives aux femmes, Ministère de la justice (MJ), Force internationale d'assistance à la sécurité, Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA), Ministère de la reconstruction rurale et du développement (MRRD), Conseiller national pour les questions de sécurité</p>	<p>Ordinaires : 14,05</p> <p>Autres : 490,00</p>

<i>Composante 1 du programme</i>	<i>Réalisation du Programme de pays, y compris indicateurs, points de référence et objectifs</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs, points de référence et objectifs</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Montant indicatif des ressources (millions de dollars É.-U.)</i>
Priorité nationale 2. Gouvernance, État de droit et droits de l'homme : renforcer les processus et institutions démocratiques, les droits de l'homme, l'État de droit, la fourniture de services publics et la responsabilité du Gouvernement					
Réalisation du PNUAD. Domaine prioritaire : bonne gouvernance, paix et stabilité					
Réalisation 1. Le processus de stabilisation est renforcé par le soutien intégré efficace des Nations Unies au Gouvernement et aux communautés					
Réalisation 2. La capacité du Gouvernement à fournir des services aux pauvres et aux personnes vulnérables est améliorée					
Réalisation 3. Les institutions de gouvernance démocratique sont des composants intégrés de l'État-nation					
Composante 2 du programme	2. Le système judiciaire est rendu plus efficace et l'accès à la justice amélioré.	2.1 Les capacités sont améliorées à tous les niveaux du système judiciaire.	2.1.1 Pourcentage de la population qui estime que les tribunaux résolvent les dossiers rapidement. <i>Point de référence</i> : 38 % (enquête AF 2008). <i>Objectif</i> : 42 % (vérifier enquête)	MJ, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC)	Ordinaires : 10,49 Autres : 50,00
Renforcement de la gouvernance démocratique :	<i>Indicateur</i> : Perception de la population de la capacité des tribunaux de l'État à rendre effectivement la justice. <i>Point de référence</i> : 52 % (enquête AF 2008). <i>Objectif</i> : 55 %		2.1.2 Nombre de tribunaux au niveau du district et de prisons qui fonctionnent. <i>Point de référence</i> : Mécanisme de coordination de la justice à l'échelon provincial, rapport d'évaluation de la justice en matière criminelle		
a) Des systèmes judiciaires efficaces, réactifs, accessibles et équitables promeuvent l'État de droit, y compris les processus tant formels qu'informels, avec les égards nécessaires aux droits des pauvres, des femmes et des groupes vulnérables.	<i>Indicateur</i> : Diminution du sentiment de corruption des mécanismes judiciaires. <i>Point de référence</i> : Pourcentage de la population qui estime que la corruption est un obstacle majeur à l'obtention d'une justice équitable. <i>Objectif</i> : Diminution de 30 % de la perception de la corruption	2.2 L'accès à la justice et la conscience et le respect des droits de l'homme sont accrus au niveau de la communauté.	2.2.1 La perception des hommes et des femmes quant à l'accès aux tribunaux s'améliore. <i>Point de référence</i> : 66-73 % hommes, 63 % femmes (enquête de 2008). <i>Objectif</i> : 78 % pour les hommes, 70 % pour les femmes		
			2.2.2 Différence dans les perceptions des hommes et des femmes concernant l'accès aux tribunaux de l'État. <i>Point de référence</i> : Enquête nationale, 7 %. <i>Objectif</i> : Moins de 5 % de différence.		
		2.3 La capacité des institutions étatiques à satisfaire aux obligations internationales en matière de droits de l'homme est renforcée.	2.3.1 Conformité des lois, politiques et programmes avec les obligations internationales concernant les droits de l'homme. <i>Objectif</i> : Nouvelle conformité de 100 %.		

<i>Composante 1 du programme</i>	<i>Réalisation du Programme de pays, y compris indicateurs, points de référence et objectifs</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs, points de référence et objectifs</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Montant indicatif des ressources (millions de dollars É.-U.)</i>
			2.3.2 Institutions exécutives et législatives consacrées à la garantie de la conformité. <i>Point de référence</i> : Aucune. <i>Objectif</i> : Mise en place d'une unité de soutien aux droits de l'homme au sein du MJ, unité de recherche au Parlement.		
b) Les niveaux national, régional et local de gouvernance développent leurs capacités pour gérer la fourniture équitable de services publics et soutenir la réduction du conflit.	<p>3. Le Gouvernement a amélioré sa capacité à fournir des services pour promouvoir le développement humain et les organes élus ont une meilleure capacité de surveillance.</p> <p><i>Indicateur</i> : Nombre de clients satisfaits par la meilleure prestation de service du secteur public</p> <p><i>Indicateur</i> : Perception du public de la performance du Gouvernement dans la lutte contre la corruption <i>Point de référence</i> : 66 % d'opinions nég. (enquête de 2008). <i>Objectif</i> : Diminution de 10 %.</p> <p><i>Indicateur</i> : Classement de l'Afghanistan sur l'indice de Transparency International.</p> <p><i>Objectif</i> : Amélioration</p> <p><i>Indicateur</i> : Modèles de l'allocation et de l'utilisation des ressources par secteurs s'attaquant aux besoins des citoyens. <i>Point de référence</i> : Ventilation du budget national 2009 (1387) par secteurs. <i>Objectif</i> : Accroissement de l'affectation budgétaire (proportionnelle) dans les secteurs sociaux.</p>	3.1 Une législation, des politiques et des programmes globaux sont en place pour assurer la prestation de services.	<p>3.1.1 Existence d'une législation et de politiques pour s'atteler à une prestation de services tenant compte du développement humain aux niveaux national et infranational. <i>Point de référence</i> : Projet de politique de gouvernance infranationale soumis au Cabinet pour approbation, projet de politique nationale pour la jeunesse. <i>Objectif</i> : Politique de gouvernance infranationale traduite en un cadre légal et réglementaire et rôles appropriés pour les organes gouvernementaux pertinents formulés, politique nationale pour la jeunesse finalisée.</p> <p>3.1.2 Existence de systèmes et processus permettant aux organes gouvernementaux de gérer et de suivre la prestation de services tenant compte du développement humain. <i>Point de référence</i> : Capacité et cadre de base en place. <i>Objectif</i> : Systèmes de mesure des performances et directives politiques, financières, de recrutement, d'audit et d'approvisionnement et processus de travail conçus et approuvés</p>	<p>Direction indépendante du gouvernement local, Commission indépendante de la réforme administrative et de la fonction publique (IARCSC), Bureau du Chef de cabinet, Bureau des affaires administratives, MRRD, Parlement, Bureau du conseiller au Président pour la lutte contre la corruption, organisation de la société civile, MJ, Ministère de la culture et de la jeunesse, Institut afghan de la fonction publique/IARCSC, Secrétariat au développement des capacités/IARCSC, organisations des Nations Unies, municipalités</p>	<p>Ordinaires : 25,00</p> <p>Autres : 50,00</p>

<i>Composante 1 du programme</i>	<i>Réalisation du Programme de pays, y compris indicateurs, points de référence et objectifs</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs, points de référence et objectifs</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Montant indicatif des ressources (millions de dollars É.-U.)</i>
			et formation donnée dans # organes gouvernementaux aux niveaux national et infranational pour # fonctionnaires.		
		3.2 Capacité accrue des organes élus à fournir une surveillance efficace	3.2.1 Nombre d'organes élus nationaux et infranationaux engagés dans la planification, des consultations participatives, des processus décisionnels de financement et budgétaires. <i>Point de référence</i> : Niveau infranational – aucun		
		3.3 Capacité accrue des acteurs étatiques et non étatiques aux niveaux national et infranational à améliorer la qualité de la prestation de service et à réagir face à la corruption	3.3.1 Connaissance par la population des droits publics et accès à l'information. <i>Point de référence</i> : étude sur la perception de la population 2009 – (1387). <i>Objectif</i> : Amélioration. 3.3.2 Niveau de corruption rapporté par Integrity Watch. <i>Objectif</i> : Diminution.		
c) Les corps législatifs, les organes élus régionaux et les assemblées locales ont renforcé leur capacité institutionnelle, leur permettant de représenter plus efficacement leurs électeurs.	4. L'institution étatique et non étatique est davantage en mesure de promouvoir la participation démocratique et de rendre des comptes au public. <i>Indicateur</i> : Niveau de conviction publique que le vote peut changer les choses. <i>Point de référence</i> : 68 % (enquête de 2008). <i>Objectif</i> : 70 %. <i>Indicateur</i> : CEI capable d'organiser des élections libres et justes avec un taux de participation élevé. <i>Point de référence</i> : CEI à faible capacité, forte dépendance de l'extérieur.	4.1 Une Commission électorale indépendante renforcée et un électorat bien informé (comprenant les femmes et les groupes marginalisés) contribuent à l'organisation d'élections libres et justes.	4.1.1 CEI capable d'organiser les futures élections avec un soutien international technique et financier moindre. <i>Point de référence</i> : Budget de 400 millions de dollars des États- Unis, 90 agents internationaux. <i>Objectif</i> : 50 agents internationaux, budget de 300 millions de dollars des États- Unis. 4.1.2 Niveau de confiance de la population dans la Commission électorale indépendante. <i>Point de référence</i> : 57 % (enquête AF 2008). <i>Objectif</i> : 70 %.	Commission électorale indépendante (CEI), Parlement, MRRD, PNA	Ordinaires : 11,10 Autres : 300,00

<i>Composante 1 du programme</i>	<i>Réalisation du Programme de pays, y compris indicateurs, points de référence et objectifs</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs, points de référence et objectifs</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Montant indicatif des ressources (millions de dollars É.-U.)</i>
	<i>Indicateur</i> : Pourcentage de la population qui estime que le Parlement s'intéresse aux problèmes majeurs de la population dans notre pays. <i>Point de référence</i> : 65 % (enquête de 2008). <i>Objectif</i> : 70 % <i>Indicateur</i> : Nombre de lois adoptées par l'Assemblée nationale. <i>Point de référence</i> : Nombre de lois adoptées par la première Assemblée nationale élue démocratiquement. <i>Objectif</i> : Augmentation du nombre de lois adoptées par rapport à l'ancienne Assemblée nationale.	4.2 Les organes élus nationaux et infranationaux doivent de plus en plus rendre des comptes à leur électorat.	4.1.3 Niveau de confiance de la population dans l'équité du processus des élections. (données de suivi) 4.2.1 Perception de la population de sa capacité à influencer significativement les décisions du Gouvernement. <i>Point de référence</i> : 66 %-71 % dans les zones urbaines et 63 % dans les zones rurales (enquête de 2008). <i>Objectif</i> : Augmentation de 5 %. 4.2.2 Niveau de confiance de la population dans les partis politiques <i>Point de référence</i> : 44 % (enquête AF 2008). <i>Objectif</i> : 50 %.		
Priorité nationale 3. Développement économique et social : réduire la pauvreté, garantir le développement durable par le biais d'une économie de marché menée par le secteur privé, améliorer les indicateurs de développement humain et faire des progrès significatifs vers les OMD					
Réalisation du PNUAD. Domaine prioritaire : moyens de subsistance durables : agriculture, sécurité alimentaire et opportunités de revenus					
Réalisation 5. Meilleure capacité à gérer les ressources naturelles pour soutenir la réduction de la pauvreté et la résolution des conflits, et pour réduire la vulnérabilité aux catastrophes naturelles					
Réalisation 6. Les opportunités d'avoir un travail et un revenu décents sont améliorées et diversifiées, en particulier pour les groupes vulnérables					
OMD pertinents. Objectif 1 : éradiquer la pauvreté extrême et la faim; objectif 7 : garantir la durabilité environnementale					
Composante 3 du programme	5. Les capacités des organes de gouvernance nationaux et locaux sont améliorées pour une meilleure gestion des ressources naturelles et des catastrophes.	5.1 Meilleure capacité du Gouvernement à développer des politiques pour gérer les catastrophes naturelles	5.1.1 Nombre d'initiatives de formulation de politiques menées par le Gouvernement recourant à des capacités internes	Autorité nationale afghane de gestion des catastrophes (ANDMA), MRRD, Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et du bétail (MAIB), Agence nationale de protection de l'environnement, système des Nations Unies : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation	Ordinaires : 13,90 Autres : 62,00
Moyens de subsistance, gestion des ressources naturelles et réduction des risques de catastrophe	Meilleure capacité des institutions locales à gérer les risques environnementaux				

<i>Composante 1 du programme</i>	<i>Réalisation du Programme de pays, y compris indicateurs, points de référence et objectifs</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs, points de référence et objectifs</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Montant indicatif des ressources (millions de dollars É.-U.)</i>
et de catastrophe, et à développer les services environnementaux et énergétiques, en particulier à l'égard des pauvres	<p><i>Indicateur</i> : Régions boisées et ayant des bassins versants avec un meilleur système de gestion. <i>Point de référence</i> : Tel que dans la matrice de résultats du PNUAD. <i>Objectif</i> : Tel que dans la matrice de résultats du PNUAD</p> <p><i>Indicateur</i> : Diminution des pertes (tant humaines que de biens) lors de catastrophes naturelles. <i>Point de référence</i> : Chiffres nationaux. <i>Objectif</i> : Diminution de 10 % des pertes en vies humaines lors des catastrophes naturelles</p>	<p>5.2. Les institutions et communautés infranationales sont davantage en mesure de promouvoir la protection de l'environnement et d'utiliser les ressources naturelles de manière responsable.</p> <p>5.3 Le Gouvernement et les communautés ont une meilleure capacité en termes de réduction des risques de catastrophes.</p>	<p>5.2.1 Des politiques environnementales et de gestion des ressources naturelles sont en place aux niveaux national et infranational.</p> <p>5.2.2 Nombre de communautés menant des activités durables de protection de l'environnement. <i>Point de référence</i> : Activités sporadiques à petite échelle (initiatives de groupes) menées par des organisations humanitaires/ONG. <i>Objectif</i> : Les communautés de 200 villages mettent en œuvre des actions durables environnementales et de gestion des ressources naturelles.</p> <p>5.3.1 Existence de stratégies actualisées nationales et infranationales de gestion des risques de catastrophes. <i>Point de référence</i> : Plan d'action de l'ANDMA. <i>Objectif</i> : Dans toutes les provinces.</p> <p>5.3.2 Efficacité de la réaction de l'Agence nationale afghane de gestion des catastrophes naturelles</p> <p>5.3.3 Nombre de communautés participant à la mise en œuvre de plans locaux de réduction des risques de catastrophes</p> <p>5.3.4 Participation des femmes dans la planification locale et les exercices de renforcement des capacités de l'ANDMA</p>	et l'agriculture (FAO), Programme alimentaire mondial (PAM), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)	
Composante 3 du programme Politiques nationales de	6. Multiplication des opportunités de génération de revenus par la promotion de la diversification des moyens d'existence, le	6.1 Le Gouvernement a une capacité accrue à favoriser et à habiliter l'environnement pour la réduction de la pauvreté et le développement du secteur privé.	6.1.1 Nombre de politiques favorables aux pauvres en place. <i>Objectif</i> : Augmentation de #	Agence afghane d'appui aux investissements, MRRD, MAIB,	Ordinaires : 24,50 Autres : 70,00

<i>Composante 1 du programme</i>	<i>Réalisation du Programme de pays, y compris indicateurs, points de référence et objectifs</i>	<i>Produits du programme de pays</i>	<i>Indicateurs, points de référence et objectifs</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Montant indicatif des ressources (millions de dollars É.-U.)</i>
développement pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté	développement du secteur privé et des partenariats public-privé. <i>Indicateur</i> : Pourcentage de ménages vivant sous le seuil de pauvreté. <i>Point de référence</i> :		6.1.2 Des cadres politiques et légaux pour l'emploi et l'accès au marché et le développement du secteur privé sont en place. <i>Objectif</i> : augmentation de #.	Ministère du commerce et de l'industrie, Ministère des questions relatives aux femmes,	
Politiques, stratégies et partenariats mis en place pour réduire la pauvreté, promouvoir la collaboration entre secteur public et secteur privé et le développement du secteur privé et du marché bénéficiant aux pauvres et aux ménages à bas revenus	42 % des ménages sous le seuil de pauvreté (évaluation nationale du risque et de la vulnérabilité, 2007). <i>Objectif</i> : Diminution de 10 % par rapport à l'année de référence. <i>Indicateur</i> : Nombre d'entreprises agricoles, industrielles, autres, et d'alliances industrielles et commerciales établies. <i>Point de référence</i> : Suivant PNUAD 2010-2013. <i>Objectif</i> : Suivant PNUAD 2010-2013	6.2 Capacité accrue du Gouvernement pour établir des partenariats au niveau régional pour la promotion du commerce et du développement. 6.3 Promotion de moyens de subsistance durables par des initiatives de développement basées sur les districts et les communautés et par le développement d'infrastructures rurales productives	6.2.1 Nombre d'initiatives et de partenariats régionaux bénéficiant de la participation et de l'appui du Gouvernement. <i>Point de référence</i> : Participation à l'Association sud-asiatique de coopération régionale et aux groupes de Shanghai 6.3.1 Nombre d'initiatives de développement basées sur les districts et les communautés. <i>Point de référence</i> : initiatives ad hoc basées sur les communautés. <i>Objectif</i> : Initiatives entreprises dans 20 % des districts. 6.3.2 Nombre de projets de développement de l'infrastructure rurale pilotés au niveau de la communauté. <i>Point de référence</i> : Enquête du Programme national de développement de proximité). <i>Objectif</i> : Augmentation de 100 %. 6.3.3 Nombre d'initiatives du secteur privé soutenues. <i>Point de référence</i> : Secteur privé faible, sous-emploi important. <i>Objectif</i> : Programme entrepris dans tous les districts couverts par le projet.	Ministère des affaires étrangères, Ministère des finances, Ministère de la lutte antidrogue, Ministère du développement urbain, Ministère du secours et du relèvement, Ministère de l'économie, Université de Kaboul, premier conseiller économique du Président, municipalités, système des Nations Unies : FAO, HCR, PAM, Organisation internationale du travail, Habitat, Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, ONUDC	
		6.4 Accès accru à des moyens de subsistance durables licites pour les ménages afghans dans chaque province qui sont engagés, ou risquent de s'engager, dans la production de pavot et d'opium	6.4.1 Prévalence de la production de pavot dans toutes les provinces de l'Afghanistan. <i>Point de référence</i> : Enquête 2008 de l'ONUDD. <i>Objectif</i> : Diminution dans chaque province.		